

Se libérer de Google ? Chiche ! — Si on commençait par la recherche ?

Les lecteurs de ce blog savent que Framasoft s'est engagé à se libérer par étapes des outils de Google : *Framasoft a déjà dit bye-bye à Gmail, s'est libéré des GoogleGroups, de Google analytics et de la publicité, des polices de caractère Google...* Tout cela demande à la fois de la détermination, un travail technique conséquent et des logiciels ou services de substitution fiables. Ce n'est pas forcément à la portée du simple utilisateur. Que peut-il commencer par faire pour se libérer de l'emprise de Google ?

L'article qui suit est un appel à l'action. Une action ambitieuse : se libérer partout de Google. Mais une action qui peut commencer par ce qui est à notre portée : choisir d'autres moteurs de recherche.

Est-il possible de faire vaciller la toute-puissance de Google en remplaçant Google par un moteur de recherche qui ne soit pas notoirement en ligne directe avec la NSA ? Ce n'est pas irréaliste car désormais un très grand nombre de gens sont devenus conscients grâce à Snowden tant de la surveillance étatique de masse que du viol commercial de nos données privées en ligne.

Il est temps de se libérer de Google. Partout.

Texte original en diffusion virale sur ce pastebin

Traduction Framalang simon, r0u, Lam', goofy

Il s'est écoulé presque un an depuis les révélations des documents de Snowden. C'est à ce moment que de nombreuses personnes - moi compris - ont pris conscience de la surveillance omniprésente qui nous environne. Pas uniquement l'espionnage de la part des gouvernements, mais aussi la collecte de données par les entreprises. Et d'hier à aujourd'hui, les progrès pour repousser cet

environnement oppressant ont été décevants.

Globalement, nous savons ce qu'il faudrait faire. En premier lieu, nous devons exercer une pression permanente et importante sur nos gouvernements respectifs pour obtenir une réforme significative. Les politiciens doivent savoir qu'ils ne pourront pas compter sur le soutien des peuples si ceux-ci ne peuvent obtenir le respect de leurs droits fondamentaux.

Il est aussi évident que de nombreux changements technologiques et commerciaux doivent avoir lieu, comme l'utilisation accrue du chiffrement (en particulier le chiffrement coté client), et une adoption bien plus étendue du logiciel libre (voir cet article de fsf.org).

Il ne fait aucun doute que nous devons bien davantage décentraliser les technologies de l'information. Ce problème est bien expliqué dans cet article du New Yorker :

« l'État sécuritaire a tendance à aimer les monopoles. Un monopole qui s'appuie sur la coopération augmente et étend le pouvoir de l'État, comme une prothèse technologique (l'Allemagne en offre des exemples plus extrêmes encore que les États-Unis). En règle générale, quand une ou plusieurs sociétés dominent tout un pan de l'industrie de l'information, on peut s'attendre à ce que les agences de renseignements exigent leur coopération et leur partenariat. Au fil du temps, la firme devient un exécuter bien récompensé de la volonté de l'État. Si l'Histoire peut enseigner quelque chose, c'est que plus des entreprises comme Google ou Facebook resteront dominantes sur le long terme, plus il est probable qu'elles deviendront des partenaires au service d'agences de renseignement des États-Unis et d'autre gouvernements »

Il est évident que continuer à encourager les géants technologiques comme Google, Facebook, Microsoft et les autres ne peut qu'amener à l'élimination progressive de notre vie privée, et donc de notre liberté. Fondamentalement, on peut considérer que toute entreprise suffisamment grande agira dans ses propres intérêts, souvent au détriment de la population. Et dans cette optique, les détails de nos vies privée sont devenus leur nouvel Eldorado. L'information est le pouvoir. Elle est lucrative. C'est la raison pour laquelle les géants technologiques (et bien d'autres sociétés) orientent une part toujours plus importante de leur modèle économique vers la surveillance.

Mais ils n'appellent pas cela de la surveillance. Ils appellent cela le *Big data*, et ils en chantent les louanges comme si c'était le nouvel évangile. Ils peuvent passer des heures à expliquer comment le *Big Data* bénéficiera à tous, rendra les choses plus efficaces, évitera le gaspillage, etc. Mais bien entendu, là-dessus nous pouvons leur faire confiance, s'ils utilisent le *Big Data* c'est d'abord pour nous manipuler, de façon à dynamiser leur chiffre d'affaires.

« Les consommateurs traversent les événements de la vie, souvent sans faire attention, ou très peu, aux changements de leurs habitudes d'achats. Mais les commerçants, eux, s'en rendent compte et y sont très attentifs. À ces moments particuliers, note Andreasen. « Les consommateurs sont vulnérables à la pression du marketing. En d'autres termes, une pub qui intervient au bon moment, envoyée après un récent divorce ou une acquisition immobilière, peut changer les habitudes d'achats de quelqu'un pendant des années. » (Source : cet article du New York Times).

Et *Big Data* ne signifie pas seulement manipulation. Cela signifie aussi discrimination et prédation.

« Dans un cas particulièrement grave, un télévendeur s'est servi sur le compte en banque d'un vétéran de l'armée de 92 ans après avoir reçu des informations du courtier de données InfoUSA, qui propose des listes comme "vieux mais gentil". L'objectif était d'atteindre des personnes décrites comme "crédules... qui veulent croire que la chance peut tourner". » (Source : article de businessinsider).

Pour le formuler en employant les termes du mouvement Occupy, « le *Big Data* est un outil de plus à la disposition des 1 % pour consolider leur pouvoir, et garder plus efficacement les 99 % sous contrôle. »

Sans contre-pouvoir pour s'opposer à ces développements, les 1 % ne peuvent que continuer. Quand on voit la façon dont les gouvernements ont été enivrés par le pouvoir que leur donne la surveillance - essentiellement rendue possible par le *Big Data* - il est évident qu'ils ne vont pas intervenir ou véritablement régler ce problème. Nous devons le faire par nous-mêmes.

Il faut s'opposer fermement au *Big Data*, tout autant qu'à la surveillance étatique. Parce qu'en définitive, *Big Data* signifie *Grand Contrôle* et *Grand Pouvoir* pour celui qui peut collecter le plus d'informations sur n'importe qui.

« Tant que nous ne sommes pas tous connectés toute la journée, nous sommes implicitement hors ligne. Ne serait-ce pas merveilleux si nous pouvions récolter des données vitales géolocalisées et les utiliser pour personnaliser l'expérience hors ligne comme le font maintenant les sociétés pour notre expérience en ligne ? "Personnaliser votre expérience vitale" est une façon moins brutale de dire en réalité « encore plus de contrôle de vos vies » (Source : article de gigaom.com)

Nous devons susciter une migration en masse vers les alternatives proposées par les logiciels libres, pour diffuser une meilleure maîtrise des ordinateurs, et une connaissance plus approfondie des techniques utilisées pour tout ce qui concerne les données.

Mais il s'agit d'un défi de taille. Amener une personne à changer ne serait-ce qu'une petite habitude informatique est comme lui arracher une dent. Il faut lui donner de bonnes raisons bien tangibles. Elles doivent toucher la vie quotidienne du foyer, et les changements doivent être faits un à la fois. Pour ceux d'entre nous qui ont le plus d'expérience et de connaissances en informatique, il n'est pas raisonnable d'espérer que quiconque va changer si on lui dit carrément « Eh, c'est pas du tout comme ça qu'il faut utiliser ton ordinateur. Arrête tout, et fais plutôt comme ceci... »

Voilà l'idée : les gens n'ont pas besoin de changer toutes leurs habitudes informatiques d'un seul coup pour faire la différence. Amener tout le monde à se défaire d'un coup de mauvaises habitudes est un objectif irréaliste, mais on peut cibler exactement un changement à la fois et s'y mettre vraiment. Chaque changement individuel peut sembler minuscule, voire insignifiant, en regard de l'objectif qui est de sécuriser complètement les données personnelles de chacun, mais cela peut envoyer une onde de choc qui va se propager dans le système tout entier.

Et nous devrions commencer par ce qui est à portée de main. Nous devrions arrêter d'utiliser les moteurs de recherche des géants technologiques et faire tout notre possible pour que tout le monde en fasse autant.



Soyons clair, cela veut dire : finies les recherches sur Google, finies les recherches sur Bing, et finies les recherches sur Yahoo. Voilà la règle d'or : si l'entreprise figure sur les diaporamas du système *Prism* de la NSA, n'utilisez pas son moteur de recherche.

Pour les remplacer, utilisez plutôt une des solutions alternatives qui tendent à être recommandées. Que ce soit Ixquick, DuckDuckGo, StartPage, Disconnect, MetaGer, ou pour les plus déterminés, Seeks ou YaCy.

Tout le monde peut basculer vers un moteur de recherche différent. Si vous pouvez aller sur google.com, vous pouvez aller sur duckduckgo.com (ou l'un des autres). Cela peut donner une impulsion nouvelle, comme une façon de dire aux autres « regardez, vous pouvez faire la différence. Vous pouvez rendre le monde meilleur. Tout ce que vous avez à faire c'est de changer votre moteur de recherche. Facile, non ? »

Voici un aperçu du volume des recherches effectuées en février dernier sur les principaux moteurs (en supposant que je lise le tableau correctement dans cet article de searchengineland.com) :

Google : 11,941 milliards

Microsoft : 3,257 milliards

Yahoo : 1,822 milliards

Ask : 477 millions

AOL : 235 millions

11,941 milliards de recherches chaque mois... Quand l'affaire Prism a commencé à éclater, les recherches sur DuckDuckGo sont passées de 1,7 million par jour à 3 millions en moins de deux semaines (voir cet article du Guardian), et ce n'était qu'une simple réaction non concertée des gens. Imaginez ce que ce serait avec un effort coordonné, dédié au seul but de réduire le nombre des recherches effectuées sur les moteurs des géants technologiques. Nous pouvons amener les recherches mensuelles sur Google à diminuer de presque 12 milliards à 6 milliards, 3 milliards, et ainsi de suite jusqu'à ce que leur part ressemble un peu plus à celle d'AOL.

Voici donc notre objectif final :

1. Retirer Google, Microsoft, Yahoo et AOL de la liste des moteurs les plus utilisés.
2. Faire en sorte que cette liste inclue des moteurs comme Disconnect, DuckDuckGo, Ixquick, MetaGer, StartPage et/ou YaCy.

Bien que les recherches ne soient pas le seul moyen pour ces entreprises de faire de l'argent, cela les impactera tout de même durement. Elles constituent la principale source de leurs revenus publicitaires. Des marchés entiers se sont constitués autour des optimisations des moteurs de recherches. Si le nombre de vues et de clics sur les moteurs des géants s'effondre, il en sera de même pour leurs profits. Cela attirera l'attention. Un maximum.



Le moteur de recherche le plus confidentiel au monde

Il n'enregistre pas votre adresse IP|



[Ajouter à Firefox](#) | [Faire de cette page votre page de démarrage](#)

© 2014 - [Confidentialité](#)

C'est à notre portée, mais il nous faut faire passer le mot aussi loin et aussi largement que possible. Copiez-collez ce billet sur tous les sites que vous fréquentez. Partagez-le. Utilisez vos propres mots pour exposer vos convictions avec passion. Faites des infographies accrocheuses, ou d'autres œuvres graphiques, sur ce mouvement et postez-les sur des sites comme Reddit, Imgur, Tumblr, etc. Traduisez-le, faites-le connaître.

Remplacez votre moteur de recherche par défaut par l'un de ceux qui sont listés ci-dessus, sur tous les navigateurs de tous les appareils que vous utilisez. Incitez vos amis et votre famille à faire de même. Cela pourrait être la partie la plus difficile, mais ne vous découragez pas. Faites-le avec humour. Donnez leur des raisons de vouloir faire ce changement. Négociez, si nécessaire ; dites-leur qu'en échange vous préparez le dîner.

Si vous gérez un site web, envisagez d'ajouter quelque chose à ce sujet, pour diffuser encore plus le message.

Si vous utilisez encore un grand réseau social comme Twitter ou Facebook, ce qui est mal (des alternatives existent), ralliez-vous autour d'un *hashtag*^[1] comme, par exemple, #nongoogle, #ungoogle ou tout ce que vous voudrez. Faites-en une tendance.

Dans le même ordre d'idée, il faut aussi parler du langage. Le saint Graal de la publicité est de faire rentrer dans l'usage le nom de l'entreprise pour faire référence au produit. Ainsi par exemple nous appelons les scratch des *Velcro*. Dans le cas des recherches en ligne, dire à quelqu'un de « *googler* » quelque chose c'est soutenir leur produit. Cela fait de Google la norme et barre la route qui mène à la fin de leur domination sur la recherche en ligne. Ce que nous devons faire, c'est désigner cette action par son nom : *une recherche*, ou carrément utiliser les termes « nongoogle » ou « ungoogle » pour expliciter notre intention de faire progresser ce mouvement.

Si nous pouvons y parvenir, ce sera une énorme victoire concrète dans la lutte pour nos droits à la vie privée et les libertés civiles. Alors s'il vous plaît, passez le mot et... passez à l'action ! Il est temps de commencer à faire des recherches libérées de Google.

Je publie ceci sous licence CC0 1.0

<3 Copier est un acte d'amour. Merci de copier <3

Notes

[1] (GoofyNote) « mot-dièse » d'après le JO du 23/01/13 ahaha mais oui bien sûr, vous trouvez ça ridicule. Demandez-vous toutefois si *hashtag* (mot à mot : dièse-étiquette) n'est pas tout aussi risible dans la langue de Britney Spears.

Le mouvement Occupy prépare un Facebook libre pour les 99 %

Ne faisant pas confiance à Facebook et autre Twitter et dans la foulée d'Occupy Wall Street, une bande de geeks cherchent à mettre en place un réseau social dédié aux mouvements d'activisme et de protestation^[1].

Ils nous expliquent ici le pourquoi du comment d'un tel ambitieux projet.



Les geeks du mouvement Occupy construisent un Facebook pour les 99%

Occupy Geeks Are Building a Facebook for the 99%

Sean Captain - 27 décembre 2011 - Wired

(Traduction Framalang/Twitter : Lolo le 13, AlBahtaar, Destrیمی, HgO, Marm, Don Rico)

« Je ne cherche pas à dire que nous créons notre propre Facebook, mais c'est pourtant ce que nous sommes en train de faire, » explique Ed Knutson, un développeur web et applications mobiles qui a rejoint une équipe de geeks-activistes qui repensent le réseautage social pour l'ère de la contestation mondialisée.

Ils espèrent que la technologie qu'ils sont en train de développer pourra aller bien au-delà d'Occupy Wall Street pour aider à établir des réseaux sociaux plus décentralisés, une meilleure collaboration en ligne pour l'entreprise et, pourquoi pas, contribuer au web sémantique tant attendu - un internet qui soit fait non pas de textes en vrac, mais unifié par des métadonnées sous-jacentes que les

ordinateurs peuvent facilement analyser.

Cet élan est compréhensible. En 2010 et 2011, les médias sociaux ont permis aux manifestants du monde entier de se rassembler. Le dictateur égyptien Hosni Mubarak a eu tellement peur de Twitter et Facebook qu'il a coupé l'accès internet de l'Égypte. Une vidéo Youtube publiée au nom des Anonymous a propulsé le mouvement Occupy Wall Street, jusqu'alors confidentiel, aux actualités nationales. Enfin, apparaître parmi les hashtags Twitter les plus populaires a fait passer #Occupy d'une manifestation ennuyeuse organisée le 17 septembre 2011 à un mouvement national, et même international.

D'après Knuston, il est temps pour les activistes de passer un cap, de quitter les réseaux sociaux existants et de créer le leur. « Nous ne voulons pas confier à Facebook les messages confidentiels que s'échangent les militants », dit-il.

La même approche s'applique à Twitter et aux autres réseaux sociaux - et ce raisonnement s'est trouvé justifié la semaine passée, lorsqu'un procureur de district du Massachusetts a enjoint Twitter de communiquer des informations sur le compte @OccupyBoston, et d'autres, liés au mouvement de Boston. (À son crédit, Twitter a pour politique de permettre aux utilisateurs de contester de tels ordres quand c'est possible.)

« Ces réseaux peuvent rester parfaitement fréquentables, jusqu'au jour où ça ne sera plus le cas. Et ça se produira du jour au lendemain », déclare Sam Boyer, un militant passé développeur web, redevenu militant, qui travaille avec l'équipe technique des occupants de New York.

À plusieurs niveaux au sein des mouvements Occupy, on commence déjà à prendre ses distances avec les principaux réseaux sociaux - que ce soit par les réseaux locaux déjà mis en place pour chaque occupation, par un projet de réseau international en cours de création appelé Global Square, à la construction duquel Knutson collabore. Il est probable que ces réseaux soient la clé de l'avenir du mouvement Occupy, car la majorité des grands campements aux États-Unis ont été évacués - supprimant de fait les espaces physiques où les militants communiquaient lors d'assemblées générales radicalement démocratiques.

L'idée d'une alternative ouverte aux réseaux sociaux détenus pas des entreprises privées n'est pas nouvelle - des efforts pour créer des alternatives à Facebook et Twitter moins centralisées et open source sont à l'œuvre depuis des années,

Diaspora* et Identi.ca étant les plus connus.

Mais ces projets ne s'articulent pas spécifiquement sur les mouvements de protestation. Et la montée inattendue du mouvement Occupy aux États-Unis a renouvelé le désir d'une version open source pour une catégorie de logiciels qui joue un rôle de plus en plus important dans la mobilisation et la connexion des mouvements sociaux, ainsi que dans la diffusion de leur action dans le monde.

Les nouveaux mouvements sont tous confrontés à un défi particulièrement ardu pour des services non centralisés : s'assurer que leurs membres sont dignes de confiance. C'est un point crucial pour les militants qui risquent des violences et des arrestations dans tous les pays, voire la mort dans certains. Dans les projets de Knutson et Boyer, les réseaux locaux et internationaux utiliseront un système de cooptation pour établir une relation de confiance. Les participants ne pourront devenir membres à part entière par eux-même comme c'est le cas avec les réseaux sociaux Twitter, Facebook et Google+.

« Il faut connaître quelqu'un dans la vraie vie qui te parraine », explique Knutson.

Selon Boyer, il est plus important d'identifier une personne comme étant digne de confiance que de s'assurer que son identité en ligne corresponde à son passeport ou à son acte de naissance.

« Je respecte les pseudonymes tant qu'on les considère comme un simple pseudonyme et non comme un masque », explique Boyer. En d'autres termes, nul ne devrait se cacher derrière un faux nom pour mal se comporter en toute impunité - ou dans un cas extrême, infiltrer le mouvement pour l'espionner ou le saboter.

Agé de 36 ans, Knutson, qui vit à Milwaukee dans le Wisconsin, a commencé l'année en tant qu'observateur politique avant de devenir un militant d'OWS convaincu. Sa métamorphose a débuté lors des grèves des fonctionnaires en février contre certaines propositions de loi du gouverneur Scott Walker, lesquelles rogneraient sur leurs traitements et affecterait les acquis de leur convention collective.

« Avant cette année, nous pensions que les choses allaient un peu vers le mieux », raconte-t-il. « Mais quand ça a commencé à bouger, en février, on s'est rendu compte que c'était de pire en pire. »

Alors qu'il organisait un camp de protestation « Walkerville », au mois de juin, Knutson a rencontré, grâce à Twitter, des membres du mouvement de protestation espagnol du 15M. Ils venaient de mettre en place un site web, « Take the Square » (Investis la Place), pour suivre les différentes occupations dans le monde, de la Tunisie à Madrid. Il a également rencontré Alexa O'Brien, fondatrice de l'organisation US Day of Rage, pour la réforme du financement des campagnes électorales, et co-fondatrice du mouvement Occupy Wall Street. Après les débuts d'OWS, Knutson a passé quelque temps sur la Côte Est, où il s'est rendu à New York, Boston et Philadelphie et s'est joint aux techniciens de ces villes.

Grâce à toutes ces rencontres, Knutson s'est attelé au développement de la technologie nécessaire à la mise en place d'un réseau support pour les occupations internationales. Mais la politique est une affaire complexe. « Certaines personnes en Espagne en veulent à OWS, parce qu'ils ont accaparé l'attention médiatique », explique-t-il, rappelant que les occupations espagnoles ont été les premières et rassemblent encore bien plus de monde.

Homologue de Knutson, Sam Boyer se concentre sur les occupations américaines, en mettant au point les technologies qui permettent de rassembler par interconnexion ces réseaux sociaux à travers le pays avec le titre adéquat de « Federated General Assembly » (*NdT : Assemblée Générale Fédérée*), ou FGA. Son travail sur Occupy lui a donné une vue globale du mouvement.

Lorsqu'il était étudiant en 2005, Boyer, qui a maintenant 27 ans, s'est impliqué au sein de la « Student Trade Justice Campaign », une organisation qui concentre ses efforts sur la réforme de la politique commerciale. En 2007, il voulait mettre en place une plateforme en ligne pour organiser en groupe les sections locales, et relier ces groupes pendant les discussions nationales - grosso modo la fonction de la FGA. Mais Boyer n'a pu la mettre en place, relate-t-il. « Quand j'ai commencé, je ne savais même pas programmer. »

Boyer s'est donc lancé dans l'apprentissage du développement web, pour lequel il s'est pris de passion. D'abord principalement activiste, il s'est ensuite surtout consacré au code. Sa spécialité est le CMS libre Drupal, sur lequel fonctionnera la FGA.

Knutson, Boyer et les autres geeks d'Occupy n'ont cependant pas à tout construire eux-mêmes. « Il existe des standards déjà depuis longtemps, et nous ne

réinventons pas la roue », explique Boyer.

Par exemple, les projets s'appuieront sur un ensemble de technologies connues sous le nom d'OpenID et OAuth, grâce auxquelles un utilisateur peut se connecter sur un nouveau site en utilisant son identifiant et mot de passe d'un réseau social comme Facebook, Google ou Twitter. Ces technologies permettent de s'inscrire à un nouveau service, en se connectant à un compte Twitter ou Google, lequel vous identifie sur le nouveau site sans transmettre votre mot passe tout en vous évitant de devoir vous souvenir d'un énième couple identifiant/mot de passe.

Dans la nouvelle technologie OWS, le réseau d'occupation locale d'un militant peut se porter garant d'un utilisateur auprès d'un autre réseau, et l'ensemble des réseaux locaux se faisant mutuellement confiance, ils peuvent se fier à ce militant. Quelqu'un peut se connecter à un réseau, publier et commenter sur tous les autres.

Certains messages sensibles, concernant par exemple la désobéissance civile, seraient privés. D'autres, comme une liste de revendications ou un communiqué de presse, seraient publics, mais seuls les membres reconnus du réseau pourraient les créer.

FGA veut se distinguer du « Moi, moi, moi » narcissique de Facebook, et se destine surtout aux groupes, pour travailler collectivement sur des sujets définis tels que les banques et monnaies alternatives, ou encore une réforme du mode de scrutin.

Et il y a de quoi faire. Actuellement, la gestion des groupes dans les sites liés à Occupy est une vraie cacophonie.

« En arrivant, la première chose tu vois, c'est un flux de messages inutiles », selon Boyer. Chaque commentaire - qu'il s'agisse d'une idée brillante, d'un troll ou du dernier message d'une ribambelle de « moi aussi » -, apparaît dans le fil et se voit validé. « La seule garantie que vous avez, c'est qu'une personne seule - et pas le groupe dans son ensemble - a jugé ce message digne d'intérêt », déplore-t-il.

Dans le système de la FGA, chaque groupe discute des informations à publier sur sa page d'accueil, comme la description d'un événement, un article de blog ou le procès-verbal d'une rencontre. « De la même manière que, lorsque vous consultez

Reddit, vous savez que les premiers articles sont ceux qui sont les mieux notés, l'utilisateur peut savoir que les messages apparaissant sur une page d'accueil résultent de l'accord concerté du groupe », déclare Boyer.

Les codeurs militants veulent également être en mesure d'obtenir et publier des infos, de les partager avec le reste du mouvement. L'idée, c'est qu'ils disposent de systèmes disparates classant les infos avec des mots-clé communs qui permettront un jour d'effectuer une recherche sur n'importe quel site et d'accéder précisément à des résultats provenant de partout dans le monde.

Le travail d'Ed Knutson consiste à permettre à ces sites de communiquer, même si le contenu peut être en langues différentes (anglais, espagnol, arabe, etc.) et généré par différents systèmes de gestion de contenu (ou SGC) comme Drupal ou WordPress. Le réseau social Global Square sera connecté non pas à travers ces systèmes, mais à partir des standards du « web sémantique » conçus pour lier des technologies disparates.

Un standard clé dans ce domaine porte le nom verbeux de Cadre de Description de Ressource, ou CDR, un système d'étiquetage universel.

Si un indigné veut poster le procès-verbal d'une réunion, par exemple, il peut les entrer dans la boîte texte appropriée, grâce au logiciel de gestion de contenu qui motorise le site. Ce logiciel envoie l'information à une base de données CDR et lui associe un certain nombre de mot-clés universels - par exemple « procès-verbal », ou quelque autre terme sur lequel les mouvements d'occupation se seraient mis d'accord. L'occupant local pourrait aussi sélectionner « Groupe : Alternatives Bancaires » dans une liste déroulante de propositions et ce mot-clé y serait ajouté aussi. Utiliser les mêmes étiquettes permet à tous les sites d'échanger de l'information. Ainsi, une recherche portant sur un procès-verbal de la part d'un groupe Alternative Bancaire afficherait les entrées de n'importe quel mouvement d'occupation comportant un groupe de ce genre.

Avec CDR, les sites peuvent interagir même s'ils fonctionnent avec différents logiciels de gestion de contenu, comme Drupal (utilisé par la FGA), ou WordPress (utilisé par le groupe espagnol M15).

« La clé, c'est que tout passe par CDR », explique Knutson. « Qu'importe s'ils utilisent Drupal ou un truc à la Frankenstein qui combine différents outils. »

Les codeurs seront toutefois confrontés au problème qui affecte le web depuis des années - les uns et les autres devront se mettre d'accord sur des standards et les adopter. Un projet de longue haleine qui cherche à accélérer ce processus s'appelle Microformats - une façon d'inclure dans le HTML des balises de données invisibles pour le visiteur humain, mais qui peuvent être comprises par leur navigateur ou par un moteur de recherche. Cela permet notamment de marquer des informations de contact de sorte que le lecteur puisse les ajouter à son carnet d'adresse d'un simple clic, ou d'annoter une recette pour qu'un moteur de recherche permette de chercher les recettes contenant l'ingrédient « épinards ».

Ces moyens de liaison et de collaboration seraient utiles bien au-delà du mouvement Occupy.

« Je pense que n'importe quel groupe de petite ou moyenne taille, ou une équipe constituée d'un membre dans huit villes différentes, pourrait l'utiliser pour collaborer », explique Knutson. Et il ne voit aucune raison de ne pas répandre cette technologie dans les entreprises.

« Tous les propriétaires de PME font partie des 99% », poursuit-il. « Par ailleurs, chercher à établir des relations avec les entreprises... c'est assez important si l'on veut un impact tangible. »

« Notre projet, c'est en grande partie de permettre une meilleure communication, afin que cette discussion cacophonique soit mieux coordonnée », précise Boyer, en évoquant à titre de comparaison l'atelier OWS d'une conférence ayant eu lieu le 18 décembre à New York, au cours duquel le modérateur avait demandé à chacun de crier sa meilleure idée pour le mouvement.

Toutes étaient sans doute de bonnes idées, raconte Boyer. Mais il n'a pu en entendre une seule, car elles étaient noyées dans le brouhaha.

La toile de confiance entre réseaux, les étiquetages CDR qui lient les données entre les occupations, les consensus des groupes de travail sur le contenu à publier, tout est conçu pour aider les personnes à se connecter les unes aux autres et accéder à la bonne information. « Que la multitude de gens qui s'intéressent au mouvement comprennent l'ampleur de ce qui se passe », dit Boyer. Mais pour l'instant, tous ces projets restent au stade des idées. Et quoi qu'il en émerge, cela viendra par fragments.

Sam Boyer espère un lancement dans les prochaines semaines de ce qu'il qualifie de tremplin - une liste des mouvements d'occupations à travers le monde, appelé en toute simplicité, pour l'instant, directory.occupy.net. Le site Take the Square du mouvement M15, fournissait, comme d'autres, quelque chose d'équivalent depuis mai. Mais directory.occupy.net sera unique dans son utilisation des CDR et autres technologies pour étiqueter l'ensemble des données. Il permettra aussi aux participants de tous les mouvements d'occupation d'être maîtres de leurs contributions et de les mettre à jour.

« Ce répertoire devrait être utile, mais ce n'est pas encore notre lancement en fanfare », tempère Boyer. Il espère qu'il aura lieu quelque part au printemps, lors du lancement d'une version rudimentaire de FGA.

Le réseau Global Square que Knutson contribue à mettre en place est en voie de finalisation et devrait être lancé en janvier, avec des liaisons basiques entre divers sites Occupy qui permettront d'échanger des messages, republier des articles et poster des commentaires inter-réseaux.

« Selon moi, ce serait déjà un succès considérable que d'amener quelques-uns de ces outils de conception web utilisés par tout le monde, comme Elgg, Drupal, MediaWiki et peut-être WordPress, à travailler ensemble », explique-t-il.

Mais le simple fait d'organiser cette discussion n'a pas été une mince affaire. « C'est difficile d'amener les uns et les autres à se pencher sur ce genre de question. »

Notes

[1] Crédit photo : Sasha Kimel (Creative Commons By)